

# Allocution d'ouverture

## **Diane Charlebois**

3<sup>e</sup> vice-présidente, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Mesdames et messieurs, bonsoir.

C'est avec fierté que nous vous accueillons ce soir à notre Colloque. Depuis le Congrès de 2006, la CSQ s'est engagée dans une vaste campagne en éducation. Selon les mandats votés en congrès, la CSQ devait entreprendre, en collaboration avec ses organismes affiliés, une campagne d'animation-consultation auprès de ses membres sur les stratégies et les moyens à mettre en œuvre pour assurer une éducation publique de qualité juste et égalitaire, exempte, notamment, de violence, de sexisme, de racisme ou d'homophobie, de discrimination socio-économique et de sélection. Il fallait aussi que la CSQ favorise, au cours de ce mandat, l'émergence d'un large mouvement social en faveur de l'éducation publique.

La campagne éducation a donc été planifiée sur la durée du triennat. Dans un premier temps, au cours de l'année 2006-2007, la première phase de la campagne a été menée. Ce sont les instances intermédiaires de la CSQ qui y ont participé. Les organismes affiliés, les conseils fédéraux, les conseils de personnes déléguées et les réseaux de la CSQ ont discuté des problèmes qu'ils vivaient et des solutions qu'ils proposaient. Au terme de cette première année, on avait développé une première liste de stratégies et de moyens qui allait servir de point de départ à la deuxième phase de la campagne.

Au cours de l'année 2007-2008, la deuxième année de la campagne, cette liste a été rendue publique et a été débattue au cours des fameux Rendez-vous régionaux de l'éducation. Ces rendez-vous, au nombre de douze, ont couvert seize des dix-sept régions administratives du Québec. Plus de 1000 personnes ont participé à ces rencontres et 55 avis et mémoires y ont été déposés. Les participantes et les participants provenaient essentiellement des organismes affiliés à la CSQ, mais d'autres intervenants du monde de l'éducation s'y sont également joints. C'est le cas de représentants de comités de parents, de commissions scolaires et d'organismes communautaires, de directions d'établissements scolaires, de députés et d'étudiants. Au terme de cette deuxième année, la CSQ a résumé ses travaux sous forme de Cinq propositions pour une meilleure éducation au Québec, propositions qui ont été entérinées par le Conseil général de mai 2008. Voici ces propositions :

1. Faire de l'éducation une priorité nationale.
2. Mettre fin à la concurrence entre les établissements pour privilégier la coopération.
3. Assurer de meilleures conditions d'apprentissage et de réussite pour tous, jeunes et adultes.
4. Améliorer les conditions de travail du personnel.
5. Reconnaître et valoriser le travail du personnel de l'éducation.

Ces propositions forment ce que nous appelons le Pacte en éducation. Il sert de point de départ à la troisième année de la campagne.

Au cours de cette troisième année (2008-2009), la CSQ a décidé de saisir toutes les occasions pour diffuser son Pacte et favoriser l'émergence d'un vaste mouvement social autour de ses propositions. Ainsi, le message de la rentrée scolaire portait sur les cinq propositions et il a été présenté lors d'une conférence de presse en août 2008. Ce message a été repris au tout début de la campagne électorale provinciale en invitant les candidates et les candidats à se positionner sur ces propositions. De plus, depuis février 2008, la CSQ, en collaboration

avec la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), a réuni une douzaine d'organisations syndicales et étudiantes pour discuter des enjeux en éducation. Les travaux de ce groupe ont permis de produire un manifeste sur l'éducation, un manifeste qui plaide pour faire de l'éducation la priorité nationale au Québec. Les travaux ont repris tout récemment pour lui donner plus de visibilité, mais surtout pour engager la société civile à discuter des enjeux en éducation.

En fait, la CSQ a l'intention de mettre l'éducation sur la place publique au cours des prochains mois lorsqu'on discutera de la gouvernance des cégeps et des universités, du plan d'action sur la politique d'éducation des adultes ou du décrochage scolaire, comme nous l'avons fait récemment.

Ce Colloque s'inscrit dans la campagne en éducation. Toutes les thématiques qui y sont abordées dans les différents ateliers sont en lien avec l'une ou l'autre des cinq propositions du Pacte que nous mettons de l'avant. Que ce soit les services de garde, les enfants à risque, l'intégration des élèves en difficulté, l'accès aux projets pédagogiques particuliers, l'accès à des services professionnels ou encore l'éducation des adultes, tous les sujets ont un point d'ancrage dans notre Pacte pour l'éducation.

Cette fois-ci, ce sont des solutions que la CSQ met au jeu en vous invitant à venir en discuter. Pourquoi ? Parce que l'éducation est un bien public. Comme société, nous avons vécu les transformations de la Révolution tranquille et nous comprenons d'autant plus qu'il est possible de réaliser des progrès remarquables lorsque nous mettons tous la main à la pâte. L'éducation est une responsabilité collective et sociale, c'est un devoir de société que de s'en préoccuper et d'y investir.

Merci et bon Colloque !